



Rapport économique 2022

Côte d'Ivoire

Juin 2023

Executive Summary

Dans un contexte global de baisse de la croissance, de hausse de l'inflation et de volatilité, ainsi que dans un contexte régional d'instabilité (coups d'États militaires récents au Mali, en Guinée et au Burkina Faso), la Côte d'Ivoire apparaît comme un pôle de stabilité économique et politique en Afrique de l'Ouest. Elle va devenir en 2023 la deuxième économie de la région, derrière le Nigéria et devant le Ghana. En 2022, la croissance du PIB a été très robuste avec une augmentation de 6,7% largement au-dessus de la moyenne des pays de l'UEMOA qui se situe à 3,9%. La Côte d'Ivoire ambitionne prochainement d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (*upper middle income country*). L'inflation a également été dans l'ensemble bien maîtrisée avec un taux de 6,4% en 2022 comparé à un taux de 5,6% l'année précédente.

Derrière cette indéniable réussite macroéconomique, se cache d'énormes disparités avec 35% de la population vivant sous le seuil de pauvreté et un classement à la 159^{ème} place de l'indice de développement humain (IDH) du PNUD, notamment à cause du système de santé et du niveau d'éducation. L'économie de la Côte d'Ivoire repose encore très fortement sur l'agriculture et notamment le cacao, dont le pays est le premier producteur avec 43% du marché mondial en 2022. Or, la culture des fèves de cacao est en grande majorité le fait de petits producteurs qui travaillent dans des conditions difficiles et peu productives pour des revenus faibles. Dans ce contexte, le gouvernement ivoirien insiste auprès des principaux acteurs du secteur (dont plusieurs entreprises suisses) pour qu'une part plus importante de la transformation s'effectue sur place. Cependant, si le secteur primaire reste un pilier essentiel de l'économie ivoirienne, c'est le secteur industriel et manufacturier qui a enregistré le plus fort taux de croissance en 2022 avec notamment d'importants chantiers de travaux publics (ponts, routes, barrages, etc.). Ces différents éléments créent un double sentiment d'inégalité, d'une part, entre l'élite économique et politique du pays qui vit dans l'opulence alors qu'un tiers de la population vit dans la pauvreté et, d'autre part, entre Abidjan qui concentre la plupart des richesses et des investissements et le reste du pays. Ces inégalités risquent encore de se creuser sous l'effet de l'inflation et de déboucher sur des manifestations de mécontentement social qui pourraient s'exprimer lors des prochaines échéances électorales (municipales/régionales 23 et présidentielles 25). Le gouvernement Ivoirien a pris en 2022 plusieurs mesures pour protéger le pouvoir d'achat de la population en supprimant les droits de douane sur certaines importations, en subventionnant les produits pétroliers et en plafonnant les prix de plusieurs denrées alimentaires de base. Ces mesures ont inévitablement augmenté le niveau d'endettement du pays qui est passé à 56% du PIB en 2022, taux qui demeure raisonnable.

Les Investissements directs étrangers (IDE) ont beaucoup progressé ces dernières années passant de 0,6 % du PIB en 2017 à 1,1 % en 2022. Cela souligne que les entreprises étrangères continuent de croire en les perspectives économiques de la Côte d'Ivoire, pays qui dispose de nombreux atouts, tels qu'un potentiel important d'industrialisation, une économie relativement diversifiée, une stabilité politique et un gouvernement compétent, la découverte d'importants gisements d'hydrocarbures, et une politique de grands travaux, qui va permettre d'améliorer les infrastructures déjà au-dessus de la moyenne régionale.

Parmi les défis que rencontrent les entreprises étrangères, il faut mentionner la corruption, le harcèlement fiscal ainsi qu'un manque de fiabilité de l'administration et d'indépendance des tribunaux. Actuellement, 44 entreprises suisses sont présentes dans le pays et le stock d'IDE suisses s'élève à 299 millions de CHF. L'intérêt des entreprises suisses pour la Côte d'Ivoire apparaît en hausse, même si certaines préfèrent attendre la fin des échéances électorales avant de matérialiser leurs investissements. Le commerce bilatéral consiste principalement en des importations d'or pour une valeur de CHF 1 272 millions en 2022, alors que le total des importations s'élève à 1 374 millions, ce qui positionne tout de même la Suisse comme troisième marché d'exportation de la Côte d'Ivoire.

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	4
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISES	7
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	8
3.1	Politique et priorités du pays hôte	8
3.2	Perspectives pour la Suisse	9
4	COMMERCE EXTÉRIEUR.....	10
4.1	Evolution et perspectives générales	10
4.1.1	<i>Commerce de marchandise</i>	10
4.1.2	<i>Production et commerce du cacao</i>	10
4.1.3	<i>Commerce de services</i>	11
4.2	Commerce bilatéral	11
4.2.1	<i>Commerce de marchandises</i>	11
4.2.2	<i>Commerce de services</i>	12
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	12
5.1	Evolution et perspectives générales	12
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	13
6.1	Instruments de la promotion économique extérieure suisse	13
6.2	Intérêt du pays hôte pour la Suisse	14
7	DÉFIS SECTORIELS POUR LES ENTREPRISES SUISES <i>INTERNE</i>	Error! Bookmark not defined.
8	PROBLÈMES SPÉCIFIQUES D'ENTREPRISES SUISES <i>INTERNE</i>	Error! Bookmark not defined.
9	CONCLUSION <i>INTERNE</i>	Error! Bookmark not defined.
	ANNEXE 1 – Structure de l'économie	15
	ANNEXE 2 – Principales données économiques	16
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux	17
	ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux	18
	ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs	19
	ANNEXE 6 – Entreprises suisses dans le pays hôte <i>INTERNE</i>	20

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Après le choc de la pandémie de Covid-19 auquel la Côte d'Ivoire a plutôt bien résisté avec une croissance de 2% en 2020, l'économie ivoirienne a connu un regain en 2021 avec une augmentation du PIB de 7%, avant de subir à nouveau un choc exogène en 2022 avec la guerre en Ukraine. Malgré la faiblesse de la demande mondiale et la détérioration des termes de l'échange, la croissance en 2022 a été robuste à 6.7%. Avec la crise ukrainienne, l'inflation s'est accélérée, passant de 5.6% en 2021 à 6.4% en 2022. L'inflation reste donc contenue malgré la guerre, grâce notamment au fait que le taux de change du FCFA soit arrimé à l'Euro et aux mesures de soutien à l'économie que le gouvernement a instaurées pour juguler l'inflation. Pour protéger le pouvoir d'achat des ivoiriens, le gouvernement a décidé de supprimer les droits de douane sur certaines importations (comme le blé), de subventionner les produits pétroliers (les subventions ont été réduites en février 2023) et de plafonner les prix de plusieurs denrées alimentaires de base, notamment le riz, l'huile, le lait, le sucre, le beurre, les tomates, etc. (à noter qu'avec l'excellente récolte de 2022 en Russie, les prix des denrées alimentaires va baisser en 2023). Cependant, même si l'inflation est relativement basse, elle est au cœur des soucis de la population, dont elle impacte avant tout les couches les plus vulnérables. Le déficit budgétaire ainsi que le stock de la dette ont continué d'augmenter sans atteindre pour l'instant des niveaux alarmants.

Il est aussi important de mentionner que la sous-région est de plus en plus troublée par l'insécurité et l'instabilité croissante (coups d'États militaires récents au Mali, en Guinée et au Burkina Faso), et que ce contexte la Côte d'Ivoire apparaît comme l'un des principaux pôles de stabilité économique et politique dans la région.

Une politique active de réconciliation a permis au pays de retrouver une certaine quiétude, à l'image des élections parlementaires de mars 2021 qui se sont déroulées sans encombre. Après le retour de Laurent Gbagbo en juin 2021, le retour de Charles Blé Goudé fin 2022 a quasiment mis fin à un processus de réconciliation qui n'aura pas dit son nom. Il demeure toutefois la question épineuse de l'éligibilité de Gbagbo, dont la condamnation à 20 ans pour la saisie des fonds de la BCEAO ne sera pas exécutée tout en restant inscrite à son casier judiciaire. Les élections régionales et municipales de fin 2023 devraient être un test grandeur nature de la solidité de cette réconciliation, à noter que les experts se montrent relativement optimistes sur le déroulement de celles-ci, qui devraient en principe renforcer l'assise du parti au pouvoir, le RHDP, sur l'ensemble du territoire. La prochaine échéance clé de la politique ivoirienne est l'élection présidentielle de 2025. L'inflation et la baisse liée du pouvoir d'achat pourraient avoir des conséquences politiques dans la perspective des élections locales de 2023 et de la future présidentielle de 2025, même si dans l'ensemble la performance économique du gouvernement actuel est jugée positive par la population.

Le déficit fiscal, qui avait plus que doublé en 2020 à 5.6%, avait légèrement diminué en 2021 à 5% pour à nouveau augmenter à 5.3% en 2022. Le déficit a donc dépassé la norme communautaire de 3% fixée par l'UEMOA, mais devrait diminuer et converger vers cette limite d'ici 2024 selon les projections du FMI. Quant au stock de la dette par rapport au PIB, il a augmenté de 4% pour atteindre 56% en 2022, contre 38.4% en 2019. La dette reste donc bien inférieure au maximum de 70% défini dans le cadre des critères de convergence de l'UEMOA. D'ailleurs, dans une prévision de baisse des impacts de la crise ukrainienne sur l'économie ivoirienne, la croissance devrait rester stable, à 6,2 % en 2023. Il en est de même pour la majorité des indicateurs économiques prévus pour 2023. A noter que la croissance économique de la Côte d'Ivoire est largement supérieure à la moyenne de la zone UEMOA (3,9%).

La confiance dans la résilience de l'économie ivoirienne et in fine dans la capacité du gouvernement à rembourser sa dette reste de mise, comme en atteste l'aisance du pays à lever des fonds sur les marchés des Eurobonds et auprès du marché financier régional de l'UEMOA, ainsi que le maintien de la note souveraine (BB-) par les trois plus grandes agences internationales de notations en 2022. En mai 2023, Standard and Poor's a reconfirmé la

perspective stable du pays en attribuant à nouveau la note (BB-) à la Côte d'Ivoire. Cela permet à la Côte d'Ivoire de conserver sa position de troisième pays le mieux noté en Afrique subsaharienne, après le Botswana (BBB+) et l'Afrique du Sud (BB). Cela dit, la note (BB-) représente un risque élevé. L'accès aux crédits reste cependant un défi pour le financement des pays africains qui doivent faire face à un resserrement monétaire mondial exacerbé par la guerre en Ukraine. Ainsi la Côte d'Ivoire subit également une hausse des taux d'intérêt et des primes de risques.

C'est donc dans ce contexte complexe de crise alimentaire, d'inflation importée, bien que maîtrisée, et de difficultés d'accès au crédit international que la Côte d'Ivoire a négocié avec le FMI en avril 2023, et obtenu le mois suivant, un prêt de 3,5 milliards de dollars sur 40 mois pour soutenir le secteur privé, diversifier l'économie et améliorer le climat des affaires. En mai 2023, le gouvernement ivoirien s'est donc engagé à remplacer les subventions généralisées aux carburants et aux denrées alimentaires par des transferts ciblés en vue d'une transformation économique plus profonde du pays qui devrait permettre à la Côte d'Ivoire d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. La Côte d'Ivoire vise notamment à améliorer le cadre institutionnel et législatif de la gestion de la dette et à réviser les recettes fiscales de quatre manières. Premièrement : augmenter l'assiette fiscale. Deuxièmement : réduire les exonérations. Troisièmement : promouvoir la numérisation. Quatrièmement : lutter contre l'évasion fiscale.

La promotion d'une croissance inclusive par le biais de ce prêt sera réalisée en lien avec la mise en œuvre du Plan national de développement (PND 2021-2025). Au travers de ce plan, le gouvernement veut accélérer la transformation structurelle de l'économie, renforcer le développement inclusif, promouvoir le développement du capital humain et tendre vers une gouvernance plus efficace et participative. En même temps, il vise à diminuer le taux de pauvreté et renforcer les investissements d'ici 2025. Le PND est évalué à un total de 59'000 milliards de CFA (soit 90 milliards CHF), dont 74% seront issus des investissements du secteur privé. A l'aune du PIB de 63 milliards de CHF, un tel niveau d'investissements est très ambitieux. Les actions gouvernementales en 2022 ont donc été centrées autour de ce PND, le gouvernement a continué de mener des actions pour l'accélération de la transformation structurelle de l'économie, telles que plusieurs projets de soutien au développement du secteur privé. Des efforts conséquents de sécurité et de développement communautaire ont aussi été fournis au nord ainsi que dans le domaine social partout dans le pays, particulièrement dans la santé et l'éducation. De plus, des grands projets d'infrastructures ont continué en 2022 et 2023 et d'importants investissements ont été réalisés dans d'autres villes qu'Abidjan. Toutefois, dans un contexte fortement marqué par des facteurs exogènes, il reste pour l'heure difficile de tirer un bilan clair des différentes mesures mises en place par le gouvernement. Afin de s'assurer une croissance durable et inclusive, la Côte d'Ivoire devra impérativement s'atteler aux défis persistants suivants :

- Accompagner les investissements, notamment dans les infrastructures de transport, de santé et d'éducation, par du personnel formé et qualifié, des équipements et de la maintenance. C'est un problème fondamental sur lequel des progrès importants doivent être réalisés.
- S'autonomiser des financements internationaux. Environ 15% du budget de la Côte d'Ivoire provient de l'aide au développement. La balance des paiements ainsi que les capacités d'absorption du pays sont négatives, ce qui peut poser de sérieux problèmes à long terme.
- Continuer d'assurer une stabilité budgétaire et macro-économique pour dégager les ressources nécessaires au développement des infrastructures pour rendre l'économie plus compétitive et socialement plus inclusive. Les répercussions de la guerre en Ukraine, l'augmentation des taux d'intérêts et l'instabilité dans la région pourraient continuer à avoir un impact négatif sur les perspectives macroéconomiques. D'un autre côté, la découverte du gisement de pétrole off-shore baptisé « Baleine » en 2021, dont

la mise en production est prévue dans le courant de l'année 2023 ainsi que les réformes prévues par le PND pourraient avoir un impact positif.

- Stimuler les ressources domestiques en agrandissant l'assiette fiscale (digitalisation des impôts, formalisation de l'économie, diminution des exonérations). Malgré plusieurs réformes administratives pour améliorer les conditions de déclaration et de paiement d'impôt, dont la mise en place de plateformes numériques, la récolte de recettes fiscales restent bien en dessous de son potentiel.
- Augmenter l'attractivité des investissements privés en diminuant les barrières à l'investissement (coût de transports/logistiques, accès aux crédits, accès au marché, corruption, informations). La corruption a bien intégré l'agenda politique et le ministère de la Promotion de la bonne Gouvernance, du Renforcement des Capacités et de la Lutte contre la Corruption fournit de réels efforts. Ceux-ci se traduisent progressivement sur l'Indice de Perception de la Corruption de Transparency International, qui attribue à la Côte d'Ivoire le score de 37/100 en 2022, contre 36/100 en 2021. La moyenne mondiale se situe à 42/100.
- Stimuler le secteur privé et la création de produits à plus haute valeur ajoutée par la transformation locale, l'industrialisation et l'exploitation du potentiel de diversification.
- La formation et l'emploi des jeunes : la Côte d'Ivoire a décidé de faire de 2023 « l'année de la jeunesse », et de mettre en place un programme allant de 2023 à 2025 (PJ Gouv) pour répondre à la problématique de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes et améliorer leur employabilité.

Alors que la Côte d'Ivoire aspire à atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure grâce à une décennie de croissance soutenue, la lutte contre la pauvreté et les inégalités se poursuit. La Côte d'Ivoire se situe toujours dans le bas du classement de l'indice de développement humain (IDH) du PNUD, gagnant seulement 8 places depuis 2015, se classant 159^e en 2022, avec 0,550 points, et occupant la dernière place dans la catégorie « Développement humain moyen ». Les raisons principales de ce classement sont le système de santé et le niveau d'éducation. Les chiffres de la pauvreté multidimensionnelle pour 2022 ne sont pas encore disponibles, mais le rapport 2021 du PNUD intitulé « Lever le voile sur les disparités » indique que 24,5 % de la population ivoirienne se trouve dans une situation de pauvreté multidimensionnelle sévère, tandis que 17,6 % est vulnérable à la pauvreté multidimensionnelle. Le gouvernement ivoirien a déclaré en novembre 2022 que le taux de pauvreté en Côte d'Ivoire est estimé à 35% depuis 2020, contre 39,4% en 2018. Est considéré comme pauvre en Côte d'Ivoire toute personne vivant avec moins de 750 FCFA (1,20 CHF) par jour. L'extrême pauvreté est définie comme le fait de vivre avec moins de 350 FCFA (0,5 CHF) par jour. Le salaire mensuel minimum, inchangé depuis 2013, a augmenté de 25% le 1^{er} janvier 2023 et s'élève désormais à 75'000 FCFA (114 CHF). Toutefois, il est indispensable de continuer d'accroître à la fois l'efficacité des dépenses et l'accès à des services publics efficaces. Les efforts pour améliorer les infrastructures de base comme l'accès à l'électricité et à l'eau (élément aussi clé pour la production industrielle) sont primordiaux. Selon la Banque mondiale, après la crise post-électorale de 2011, seulement 34% de la population avait accès à l'électricité, alors qu'en 2022, 94.5% des Ivoiriens vivant en zone urbaine sont connectés au réseau, contre le 43.1% en milieu rural. En effet, en décidant de privatiser une partie de son secteur électrique, la Côte d'Ivoire a réussi à développer l'une des meilleures capacités de production du continent en 20 ans, en utilisant également une énergie plus propre. Cependant, la différence de 51,4 % dans la distribution de l'électricité entre les zones urbaines et rurales est le signe d'une inégalité flagrante. D'ailleurs, même l'accès à l'eau potable et réseaux mobile/internet est plus élevé dans les villes que dans les zones rurales.

En ce qui concerne ses atouts, la Côte d'Ivoire dispose d'un potentiel important de transformation structurelle de son économie. De fait, elle peut se tourner vers des activités agricoles plus productives, des activités industrielles ainsi que vers le domaine des services générant plus d'emplois et de valeur ajoutée. Les infrastructures, surtout autour d'Abidjan, la locomotive économique du pays, sont au-dessus de la moyenne dans la sous-région. Les

potentialités pour l'implantation d'entreprises étrangères en Côte d'Ivoire existent pour tous ces secteurs d'activités comme le démontrent leur forte présence et les investissements qu'elles continuent de consentir dans le pays (voir plus bas).

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

Les données provisoires pour l'année de 2022 indiquent que 14,3 % du PIB de la Côte d'Ivoire provient du secteur primaire, 21,3 % du secteur secondaire, 47.6 % du secteur tertiaire et 16.8 % du secteur droit, taxes et services non marchand.

Pour ce qui concerne le secteur primaire, la croissance a été mitigée, avec une augmentation de 2,4 % par rapport à l'année précédente, en raison notamment de la forte fluctuation du prix des matières premières. L'agriculture, et en particulier le cacao, est l'un des piliers de l'économie ivoirienne, représentant 75 % des exportations. La Côte d'Ivoire est également premier producteur mondial de noix de cajou, qui est devenu en 2022 le deuxième produit agricole d'exportation. Par ailleurs, le secteur primaire emploie également 45% de la population.

L'approche du gouvernement en la matière se construit autour du Programme National d'Investissement Agricole de deuxième génération (PNIA 2), dont les objectifs ont été déclinés en six programmes d'investissement représentant 4325,4 milliards FCFA (soit 6.54 milliards CHF) sur la période 2018-2025. Le PNIA 2 promeut notamment une politique locale de traitement des matières premières afin d'éviter de trop subir la fluctuation des cours mondiaux et de capter une plus-value à plusieurs niveaux de la chaîne de production. Les mécanismes mis en place pour y arriver pourraient cependant s'avérer problématiques, à l'instar de ce qui a été imposé aux exportateurs de cacao qui doivent désormais réserver 20% de leurs exportations de fèves aux négociants ivoiriens. Bien qu'il soit compréhensible de vouloir augmenter la part transformée localement, ce type de mécanismes contourne le libre marché afin de favoriser des entreprises ivoiriennes auxquelles il manque parfois les infrastructures nécessaires. Ainsi, rien n'est moins sûr que ce genre de politique économique favorise véritablement les desseins de la Côte d'Ivoire sur le long terme. Cela démontre aussi que le cacao est toujours la culture accaparant le plus d'attention de par son positionnement hautement stratégique d'un point de vue économique et politique. A noter que l'accord international sur le cacao qui datait de 2010 a été révisé en 2022 sous présidence suisse dans le cadre de l'organisation internationale du cacao (ICCO), dont le siège est à Abidjan.

Grâce à un climat favorable, le potentiel de développement de l'agro-industrie en Côte d'Ivoire est immense. La Côte d'Ivoire aurait également intérêt à diversifier sa production agricole, bénéficiant d'un climat qui peut lui assurer plusieurs récoltes par an de plusieurs matières premières. La dépendance au cacao et à la noix de cajou pourrait être rompue, étant donné les nombreuses alternatives, plus porteuses en termes d'agro-industrie.

Malgré l'importance du secteur primaire, le secteur qui a connu le plus fort taux de croissance en 2022 est le secteur secondaire. En l'occurrence, le démarrage de plusieurs chantiers de travaux publics (ponts, routes, barrages, etc.) a fait passer le taux de croissance du secteur de 4,7 % à 11,1 %. De manière générale, la politique de grands travaux voulue par l'état ivoirien, doit répondre à de nombreux besoins dans le pays tels que la pénurie de logements qui continue à s'aggraver, le renouvellement des infrastructures routières (routes, ponts, etc.) ou bien l'urbanisation et le développement des villes. D'autres projets plus ciblés (construction de stades en vue de la CAN en janvier 2024, construction de complexes hôteliers, etc.) viennent compléter la demande.

Dans ce contexte, la volonté des autorités ivoiriennes de diversifier l'économie nationale par l'industrialisation se traduit également par la signature de plusieurs accords dans le secteur de

l'industrie automobile, dont deux pour des chaînes de montage en Côte d'Ivoire. En 2021, SOTRA Industrie a inauguré son usine locale d'assemblage de véhicules neufs et a lancé les premiers véhicules fabriqués en Côte d'Ivoire, baptisés « Daily Ivoire ». Toyota a ouvert en 2021 en Côte d'Ivoire la plus grande usine d'assemblage de voitures du continent africain.

Il est donc clair que la transformation du secteur secondaire offre d'innombrables opportunités aux entreprises de ce secteur, qui devrait continuer à se développer dans les années à venir, compte tenu de la croissance économique et démographique.

Le secteur tertiaire, quant à lui, a connu un ralentissement de la croissance, en raison de la faible évolution des transports, des télécommunications, du commerce et des autres services. Bien que le secteur tertiaire contribue de manière significative au PIB du pays (47,6%) et emploie 44% de la population, le développement du secteur des services n'est pas au cœur des priorités économiques du gouvernement. La seule exception est **l'économie numérique**, qui figure en bonne place dans l'agenda politique. En effet, l'ambition du gouvernement ivoirien est de faire de la Côte d'Ivoire le hub régional de la transformation numérique. Pour ce faire, il a mis en place la Stratégie Nationale de Développement Numérique en Côte d'Ivoire (2021-2025), qui comprend le développement des infrastructures numériques, des services numériques, des services financiers numériques, des compétences numériques, de l'environnement des affaires dans l'économie numérique, de l'innovation, de la cybersécurité et de la confiance numérique. En juin 2022, le Ministre ivoirien de la communication et de l'économie numérique a annoncé la construction d'un nouveau centre de données et la mise en place d'un nouveau réseau national de fibre optique de 7 000 km d'ici 2025. Par ailleurs, selon la Banque mondiale, la Côte d'Ivoire peut compter sur l'économie numérique pour générer plus de 5,5 milliards de dollars d'ici 2025 et plus de 20 milliards de dollars d'ici 2050. Selon la Banque Mondiale, ces gains pourraient être encore plus importants si les pouvoirs publics et le secteur privé intensifient leurs investissements.

Dans le cadre du PND 2021-2025 (cf. §1 ci-dessus) le gouvernement ivoirien a identifié sept grappes industrielles comme prioritaires : 1) Agro-industrie ; 2) Chimie-Plasturgie ; 3) Matériaux de construction ; 4) Pharmacie ; 5) Industrie textile ; 6) Emballages ; 7) Pièces de recharge et automobile. Le PND définit également l'industrie du tourisme et des loisirs, l'économie numérique et l'industrie créative comme d'autres niches de croissance prioritaires à exploiter à moyen et long terme.

Un premier constat encourageant est que les entreprises suisses sont déjà en phase avec la réalité du tissu économique ivoirien, puisque nombre d'entre elles sont actives dans les quatre premiers clusters industriels prioritaires. Les entreprises suisses actives dans ces secteurs devraient certainement pouvoir bénéficier de cette évolution. Quant au secteur tertiaire, il sera sans doute une source d'opportunités pour les entreprises suisses à moyen terme.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

La Côte d'Ivoire, avec un PIB de plus de 70 milliards de dollars, est devenue en 2023 la 2^{ème} économie de la CEDEAO, derrière le Nigéria et juste devant le Ghana. Cependant, le Nigéria reste le poids lourd incontesté de la région. Avec un PIB de 504 milliards USD, le géant ouest africain totalise à lui seul près des deux tiers du PIB total de la communauté économique.

En termes d'intégration économique, les quinze États de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont annoncé en 2019 une réforme du CFA et le lancement d'une monnaie unique appelée ECO d'ici 2027. Le débat reste centré sur la question de la parité de cette nouvelle monnaie avec l'euro, et sur les critères de convergence macroéconomique

(déficit budgétaire limité à 3 % du PIB, inflation maximale de 10 % et dette inférieure à 70 % du PIB), qui ont été remis en cause par les crises du covid et ukrainienne. Dans ce cas, il a été observé que les pays membres de l'UEMOA sont plus résistants à l'inflation que les pays ayant leur propre monnaie, ce qui risque de retarder davantage la transition vers l'ECO. La Côte d'Ivoire, par exemple, connaîtra une inflation de 6,4 % en 2022, contre 31,7 % pour le Ghana, qui a un taux de change flexible. Malgré ces défis, la Côte d'Ivoire a fait le premier pas vers la réforme de sa monnaie commune : en juillet 2021, l'Assemblée nationale ivoirienne a accepté le projet de loi sur la mise en œuvre de l'ECO. Malgré cette initiative, il faut noter que l'achèvement de la zone monétaire ouest-africaine (ZMOA), qui était une condition préalable à la création de l'ECO, n'est pas encore opérationnelle. Cependant, au-delà des obstacles administratifs et politiques généraux, c'est le manque d'engagement et les hésitations du Nigeria dans la mise en œuvre de l'ECO, qui contribuent largement au fait qu'aujourd'hui la formation de la nouvelle monnaie est au point mort.

La Côte d'Ivoire est membre de l'accord de partenariat économique (APE) régional établi entre l'UE et la CEDEAO. Ratifié en août 2021, cet APE intérimaire prévoit que l'UE ouvre totalement son marché et que la Côte d'Ivoire réduise progressivement ses droits de douane sur les importations européennes de 75 % sur une période de 20 ans.

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) est entrée officiellement en vigueur le 1er janvier 2021 avec un retard de 6 mois dû à la pandémie. Ratifié jusqu'à présent par 43 pays (et signé par tous les pays de l'UA sauf l'Erythrée), le traité est censé instaurer la plus vaste zone de libre-échange au monde, avec 1,2 milliards de personnes potentiellement concernées, afin d'accroître le commerce intra-africain et d'y développer les richesses avec un PIB de plus de 2 500 milliards de dollars. Dans cette optique, la ZLECA prévoit d'établir d'ici 15 ans un marché unique pour les biens et services fabriqués en Afrique, d'éliminer les droits de douane de 90 % et de s'attaquer aux barrières non tarifaires telles que les délais douaniers.

En théorie, la perspective d'une plus grande intégration régionale offrirait un cadre politique favorable aux entreprises et investisseurs, qui s'affranchiraient des barrières administratives, douanières et politiques des différents pays pour investir dans une zone commerciale panafricaine qui présenterait un plus grand nombre de marchés et d'opportunités. D'ailleurs, l'annulation récente du forum de la ZLECA à Abidjan, faute de financement, est un signe clair de désintérêt pour la cause. Pour l'heure, le développement de cette vaste zone régionale de libre-échange reste non opérationnel et aucun résultat n'est à attendre à court, moyen ou même long terme.

3.2 Perspectives pour la Suisse

L'abaissement progressif des tarifs douaniers entre l'UE et la CEDEAO dans le cadre des APE constitue un défi supplémentaire à long terme pour les entreprises suisses, qui sont désavantagées par rapport à leurs concurrents européens. En effet, la Suisse accorde de son côté des tarifs préférentiels unilatéraux à plusieurs pays de la région dans le cadre du système généralisé de préférences. A noter que les exportations de produits suisses vers la Côte d'Ivoire ont chuté d'environ 30% entre 2020 et 2022.

Ainsi, à moyen et long terme, il semble urgent et pertinent d'investir dans des traités bilatéraux de libre-échange visant à établir des tarifs préférentiels sur une base réciproque entre la Suisse et/ou l'AELE et la CEDEAO, qui comprend des pays présentant un fort intérêt économique pour notre économie, tels que la Côte d'Ivoire, le Nigéria et potentiellement le Ghana. Cette approche est essentielle pour obtenir des avantages comparatifs par rapport aux entreprises de l'UE.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

4.1.1 Commerce de marchandise

Les exportations de la Côte d'Ivoire en 2022 ont enregistré une hausse de 2 milliards USD par rapport à l'année précédente, pour atteindre 17 milliards USD. Sur la même période, la Côte d'Ivoire a importé pour 18,4 milliards USD, soit une augmentation de 4,4 milliards USD. Les exportations ont donc augmenté de 13 % et les importations de 31 %, entraînant une baisse de 1,4 milliard USD de la balance commerciale. En ce qui concerne les IDE en Côte d'Ivoire, Oxford Economics indique qu'ils sont passés de 0,6 % du PIB en 2017 à 1,1 % en 2022 (données provisoires) et devraient atteindre 1,2 % en 2023 (données provisoires).

Les principaux produits **exportés** en 2022 sont les matières premières. En particulier, les exportations sont constituées de cacao et préparations à base de cacao (30,25%) ; de combustibles minéraux, d'huiles minérales et de produits de leur distillation ; de matières bitumineuses (18,5%) ; de perles et perles de culture, de pierres précieuses et semi-précieuses, de métaux précieux et de métaux plaqués ou doublés de métaux précieux (11,6%) ; caoutchouc et ouvrages en caoutchouc (11,37%) ; fruits comestibles ; écorces d'agrumes ou de melons (7,5%) ; graisses et huiles animales ou végétales ; produits de leur dissociation ; matières grasses comestibles (3,4%).

Les principaux produits **importés** en 2022 sont les combustibles fossiles et les produits plus complexes des secteurs industriel et manufacturier. En particulier, les importations sont constituées de combustibles minéraux, d'huiles minérales, de matériaux bitumineux (27%) ; machines, appareils et équipements mécaniques, réacteurs nucléaires, chaudières, etc. (8,2%) ; céréales (6,5%) ; automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs pièces détachées, etc. (6,2%).

En ce qui concerne la structure des échanges sur l'année 2022, selon l'International Trade Center (ITC), la Côte d'Ivoire a importé principalement de la Chine (14,4%), du Nigéria (12,1%), de la France (6,7%) et de l'Inde (5,2%). Sur la même période, la Côte d'Ivoire a exporté surtout vers le Mali (8,9%), Pays-Bas (8,7%), la Suisse (8,1%) et les Etats-Unis (5,3%). La Suisse est donc devenue l'un des principaux partenaires de la Côte d'Ivoire en termes d'importations, gagnant 3 places pour atteindre la troisième position. En un an, la Suisse a notamment augmenté de 60 % ses importations (principalement de métaux précieux) en provenance de la Côte d'Ivoire.

4.1.2 Production et commerce du cacao

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao, avec une part du marché mondial estimée à 43 % en 2022. Le cacao (fèves et pâte) reste donc le pilier du commerce ivoirien et sa culture fait vivre plus de six millions de personnes. Cependant, en 2022, les exportations de cacao ont diminué de 10 % par rapport à l'année précédente, ne représentant que 30 % des exportations ivoiriennes, pour un montant de 4,9 milliards USD en baisse annuel de 1 milliard USD. Paradoxalement, les exportations de cacao ont baissé en valeur, alors que la production de fèves a augmenté grâce notamment à de bonnes conditions climatiques et pluviométriques. Cette baisse a eu un impact négatif sur les revenus des planteurs et de leurs familles, soit un quart de la population ivoirienne.

La campagne cacaoyère 2022-2023 s'oriente plutôt vers une réduction de l'offre de fèves de cacao, tant en Côte d'Ivoire qu'en Afrique de l'Ouest. Cela est dû en partie aux fortes pluies dans les zones cacaoyères en Côte d'Ivoire, qui font craindre un retard possible de la récolte intermédiaire (mai-août 2023). En effet, l'humidité excessive dans les plantations de cacao augmente la probabilité de l'épidémie de cabosses noires, qui endommage les plantations. La baisse des rendements est également due au coût élevé des engrais, qui limite leur utilisation.

D'ailleurs, à la fin du mois d'avril 2023, les arrivées dans les ports d'exportation de Côte d'Ivoire étaient en baisse par rapport aux volumes enregistrés lors de la campagne 2021/22. Cette baisse de la production a provoqué une hausse des prix des fèves de cacao sur le marché boursier, au moins pour le premier semestre 2023. Cependant, au-delà de ces fluctuations du prix, les connaisseurs du marché, tel que le directeur général de Swissco, estiment que les acheteurs internationaux sont toujours en position de force, ce qui pousse inévitablement les prix du cacao à la baisse.

La directive de l'UE de décembre 2022 qui vise à interdire l'importation de certains produits, dont le cacao, liés directement à la déforestation, va forcer les producteurs de cacao à adapter leurs modes de production afin de pouvoir fournir l'UE en cacao durable. Le défi majeur auquel fait face ce secteur pilier de l'économie ivoirienne est d'être en mesure d'augmenter la productivité sans négliger la qualité ainsi que les enjeux environnementaux et sociaux. Par conséquent, encore plus depuis la nouvelle directive de l'UE, des efforts majeurs sont faits pour la filière cacao avec d'importants projets de préservation des forêts, de reforestation et de traçabilité, etc.

En effet, en raison de la pauvreté généralisée et des défis environnementaux dans les zones de culture du cacao, la Suisse a créé en 2017 la Swiss Platform for Sustainable Cocoa (SWISSCO), qui réunit des fabricants de chocolat, des négociants, des détaillants, des ONG, des instituts de recherche, des autorités locales et le gouvernement fédéral représenté par le SECO. Ces acteurs s'engagent à adopter des pratiques d'approvisionnement durables et à apporter une contribution efficace et mesurable aux Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU dans le cadre de l'Agenda 2030. En 2021, Swissco a participé, avec d'autres partenaires dont l'UE, à l'élaboration avec le gouvernement ivoirien de la Stratégie Nationale pour une Cacaoculture Durable en Côte d'Ivoire. Ce document de politique nationale définit, entre autres, le cadre unique d'action pour tous les acteurs étatiques et non étatiques impliqués dans la filière. Cette stratégie a établi une vision commune basée sur trois piliers: la protection et la conservation des forêts, la question du travail des enfants et l'amélioration des revenus des producteurs. La Suisse, à travers le SECO et Swissco, soutient financièrement plusieurs projets dans ce secteur dans les régions productrices de cacao. Deux projets ont été achevés en 2022 avec de bons résultats, tandis que deux autres sont en cours d'évaluation en 2023.

4.1.3 Commerce de services

Les données concernant le commerce de services pour 2022 ne sont pas encore disponibles. En tant que membre de l'OMC, la Côte d'Ivoire applique la législation internationale en la matière. Selon les statistiques publiées par l'OMC, la balance des services est fortement déficitaire : depuis 2013, elle se situe entre 2 et 2,4 milliards de USD, et le déficit a encore augmenté en 2021. Les exportations de services en 2021 ont baissé à 871 millions d'USD et les importations ont augmenté à 3.648 milliards d'USD. La balance des services a donc atteint un déficit de -2.777 milliards d'USD en 2021. A noter que cette situation n'est pas surprenante étant donné que la Côte d'Ivoire ne possède pas ou peu d'entreprises en matière de services capables de jouer un rôle transnational. Bien au contraire, les marchés du secteur bancaire, des assurances ou encore des télécoms sont pour la plupart en mains étrangères (France, Maroc, Nigéria, etc.). Les modestes exports de la Côte d'Ivoire sont composés à 39.2% de la catégorie « transports », à 25.4 % de « voyage » et 26.9% « d'autres services ».

4.2 Commerce bilatéral

4.2.1 Commerce de marchandises

En 2022, la Suisse et la Côte d'Ivoire ont échangé pour 1.41 milliards de CHF alors que les deux pays avaient échangé pour 869 millions en 2021. Les importations en Suisse ont augmenté de 67% en 2022 et s'élèvent à 1374 millions de CHF. Les exportations en Côte d'Ivoire ont diminué de 24% et représentent 35.66 millions de CHF.

Cependant, ces chiffres sont trompeurs sachant que les importations d'or contribuent pour une très large majorité de ces échanges. Ainsi, le chiffre précité de 1374 millions de CHF se réduit à 102 millions de CHF si on exclut l'or. Ce dernier montant est toutefois nettement supérieur à celui de 2021 qui s'élevait à 38 millions de CHF. Derrière l'or, il n'y a que les « sources d'énergie » avec 70 millions de CHF et les produits agricoles avec 32.9 millions de CHF (incluant le cacao) qui représentent des volumes d'importations notables. A noter que les importations de cacao ivoiriens en Suisse sont en réalité bien plus élevées car une grande partie transite par les Pays-Bas, le pays vers lequel la Côte d'Ivoire exporte le plus.

En 2021, la Côte d'Ivoire était le 52ème partenaire de la Suisse si l'on inclut les importations en Suisse d'or et 84ème si l'on exclut. Le classement 2022 n'est pas encore disponible. Au niveau des exportations, la Côte d'Ivoire est le 101^{ème} partenaire de la Suisse avec des exportations qui se montent à 35.6 millions de CHF en 2022. Une baisse de 11 millions par rapport à 2021. Les machines représentent près d'un tiers des marchandises, avec des exportations qui s'élèvent à 10 millions de CHF, soit deux fois moins qu'en 2021. Les cosmétiques (7 millions), les montres (5.9 millions) et les produits pharmaceutiques (4.4 millions) suivent.

4.2.2 Commerce de services

Le commerce de services entre la Suisse et la Côte d'Ivoire n'est pas couvert par des statistiques fiables. En matière de tourisme, on peut noter que la Côte d'Ivoire tente de revenir sur le devant de la scène régionale tant pour le tourisme d'affaires que celui de plaisance. La Côte d'Ivoire ambitionne en effet de faire grimper la contribution du tourisme au PIB, en la faisant passer de 7.3% en 2019 à 10% en 2025, grâce à des investissements à court terme à hauteur de 500 milliards de FCFA. Pour le tourisme de plaisance, les investissements en infrastructures touristiques semblent porter des fruits. L'hôtel Mövenpick qui a ouvert ses portes en décembre 2020 s'ajoute à l'offre croissante d'hôtels 4 et 5 étoiles qui ont vu le jour dans la dernière décennie. Bien que la chaîne ne soit plus aux mains de suisses et appartienne au groupe Accor, cet hôtel contribue à la promotion de l'image et excellence suisse notamment à travers les produits suisses qui y sont servis. Malgré tout, l'industrie du tourisme ne peut pas être considéré comme florissante et la Côte d'Ivoire peine à se démarquer comme destination touristique.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

Les investissements publics et investissements directs étrangers (IDE) sont globalement à la hausse sur les dernières années. L'augmentation des IDE, concentrés dans les télécommunications, l'agroalimentaire et la construction, résulte notamment de l'amélioration progressive de l'environnement des affaires, comme l'attestent les progrès réalisés dans le classement « Doing Business » de la Banque mondiale : la Côte d'Ivoire était passée de la 139ème place mondiale en 2018 à la 122ème place en 2019 puis à la 110ème place en 2020. A noter que le classement a été interrompu en 2021.

Les autorités ivoiriennes soulignent les efforts qu'elles ont entrepris ces dernières années afin d'améliorer le climat des affaires et faire accroître les investissements directs dans le pays, p.ex. par la création d'entreprises en 24 heures avec des formalités et des coûts très avantageux, l'obtention de permis de construire en moins d'un mois et la faculté de s'acquitter de ses impôts et autres taxes par une procédure facilitée.

Par ailleurs, comme indiqué précédemment, les principales agences internationales de notation financière ont attribué à la Côte d'Ivoire la note « BB- », confirmant les bonnes performances économiques du pays, malgré la présence d'un « risque élevé ». Dans ce contexte, il faut toutefois placer la notion de risque dans le contexte général de l'Afrique subsaharienne.

D'ailleurs, la Côte d'Ivoire est l'un des pays les mieux notés du continent, offrant des perspectives d'investissement relativement solides à moyen et long terme. Ceci coïncide avec la note de 6,2 attribuée à la Côte d'Ivoire par Bloomfield Investment pour deux années consécutives (2021 et 2022). Cette note indique notamment la présence d'un environnement des affaires stable à court et à long terme, ce qui place la Côte d'Ivoire parmi les trois pays les plus performants d'Afrique juste derrière l'Afrique du Sud et le Botswana.

5.2 Investissements bilatéraux

La Suisse est un partenaire économique substantiel de la Côte d'Ivoire se rangeant parmi les IDE les plus importants. Les stocks d'IDE suisses en Côte d'Ivoire en 2021 étaient légèrement plus bas que durant la période 2016-2019 et s'élevaient à 299 millions de CHF. En ce qui concerne les IDE pour 2022 en général, les chiffres ne sont pas encore disponibles mais on peut estimer qu'ils seront probablement en augmentation si l'on en juge la trajectoire économique positive du pays. En ce qui concerne la Suisse, l'important investissement de l'entreprise MSC finalisé en 2022 (cf. ci-dessous) devrait augmenter l'état des stocks d'IDE.

La Suisse jouit d'une forte présence en Côte d'Ivoire avec une quarantaine d'entreprises présentes sur l'ensemble du territoire. Ces dernières années, les investissements suisses suivants ont été réalisés : **MSC** a réalisé une acquisition majeure en rachetant au Groupe Bolloré les activités de sa filiale Bolloré Africa Logistics. L'accord a été conclu en mars 2022 pour un montant de 5,7 milliards de francs suisses et l'acquisition a été finalisée le 21 décembre 2022. La transaction a donc été approuvée par toutes les autorités réglementaires compétentes. L'acquisition comprend l'ensemble des activités de transports et logistiques de l'opérateur français sur le continent africain (dont des exploitations ferroviaires en Côte d'Ivoire), ce qui renforce non seulement la présence maritime de MSC dans la région mais surtout sa présence terrestre, particulièrement dans les corridors de transports commerciaux africains. **Nestlé** a une forte présence avec deux usines (Nescafé et cubes Maggi). Par ailleurs, à travers des versements de primes aux producteurs mettant en place des pratiques vertueuses en Côte d'Ivoire et au Ghana, Nestlé s'est engagé à dépenser près de 1.3 milliards de francs suisses d'ici à 2030 dans le but d'améliorer la rentabilité des plantations, d'éliminer le recours au travail des enfants et de garantir un approvisionnement en cacao durable. En 2019, **Roche** a conclu un partenariat avec le gouvernement de la Côte d'Ivoire qui a pour objectif de mettre à disposition du pays des traitements de différents types de cancer pour une valeur de 141 millions de CHF sur 5 ans. Le gouvernement participe aux coûts à hauteur de 33 millions de CHF. **Lafarge-Holcim** a investi près de 30 millions de CHF pour la construction d'un silo et d'un convoyeur à bande dans le port d'Abidjan afin de faciliter la décharge des bateaux arrivant au port. **SGS** a des mandats conséquents dont le contrôle technique des voitures. **Roche** et **Novartis** ont signé des PPP concernant les hépatites et le cancer du sein. **Bühler** remporte régulièrement des marchés publics d'équipements. En octobre 2022, Bühler a livré pour 25 millions de CHF d'équipements de transformation de cacao à une usine ivoirienne à San Pedro. La société de trading de pétrole BGN SA finalise la mise en place du bureau d'Abidjan, prévu pour septembre 2023, qui sera responsable de l'Afrique subsaharienne.

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

La Côte d'Ivoire n'est pas un pays prioritaire pour les acteurs de la promotion économique suisse (Suisse Tourisme, PRS, Switzerland Global Enterprise). Et cela est dommage. Toutes les ambassades européennes de taille comparable à celle de la Suisse à Abidjan dispose d'un conseiller économique. Les opportunités sont là et la Suisse devrait y accorder beaucoup plus d'attention. L'Ambassade fait tout ce qui est en son pouvoir pour répondre à la demande des entreprises.

La Chambre de commerce suisse en Côte d'Ivoire (Swisscham) reste associée à la chambre de commerce européenne (Eurocham) qui continue à octroyer les services et l'appui nécessaires aux entreprises suisses. Le rôle de la Swisscham consiste à renforcer le réseau des directeurs généraux d'entreprises suisses. Deux évènements à la résidence (un avec le ministre de la formation professionnelle et l'autre lors de le ReBoKo) ainsi que la fête du 1^{er} août ont réuni les membres de la Swisscham en 2022. Le président, Directeur Général de Barry Callebaut, a remis sa démission en janvier 2023. M. Fabio Politi, Directeur Général de MSC Côte d'Ivoire a été désigné comme nouveau président fin mars 2023. M. Julien Marboeuf (Représentant d'ECOM Côte d'Ivoire), M. Marion Olivier (Directeur général de Bühler) et M. Francis Sossah (Directeur général du cabinet d'architecture A.C.A) ont été élus vice-présidents.

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

Bien que la Suisse jouisse d'une image très favorable en Côte d'Ivoire au vu notamment des liens particuliers qu'entretenait le président fondateur Felix Houphouët-Boigny, il n'y a pas lieu de penser que la Suisse puisse devenir un réel lieu de villégiature pour la grande majorité des ivoiriens vu son faible pouvoir d'achat. Cela dit, les élites du pays s'y rendent fréquemment et profitent des excellentes conditions-cadres et infrastructures qui s'y trouvent. La Genève internationale attire également son lot de visites officielles. De plus, l'abolition des visas pour les titulaires de passeport diplomatiques ou de services en février 2023 devraient à terme augmenter le nombre de visites officielles en Suisse.

En termes d'éducation et de recherche, la Suisse est perçue très favorablement et a une carte additionnelle à jouer. De manière générale, les étudiants et chercheurs ivoiriens sont intéressés à mener des recherches en Suisse étant donné nos infrastructures et capacités d'innovation. Le gouvernement ivoirien porte d'ailleurs beaucoup d'intérêt aux systèmes d'éducation et de formation professionnelle suisses. L'octroi des bourses d'excellence de la Confédération, les programmes bilatéraux et régionaux développés par plusieurs universités suisses, tels que l'EPFL et le le Swiss TPH, la renommée du Centre Suisse de la Recherche Scientifique (CSRS) ainsi que d'autres partenariats entre hautes écoles suisses et ivoiriennes contribuent à donner une image de relief à la Suisse. Au terme de 4 ans de négociations, d'une évaluation externe conjointe (ivoiro-suisse) et de la mise à niveau de certaines procédures du Fonds Ivoirien pour la Recherche, la Technologie et l'Innovation (FONSTI), le MoU a été signé entre l'Ambassadeur et le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique en avril 2022. Même si l'académie suisse des sciences reste dans le conseil d'administration du FONSTI, ce MoU a permis le transfert de l'intégralité des fonds du PASRES (Programme d'Appui Stratégique à la Recherche Scientifique) au FONSTI. Ce geste a été extrêmement bien reçu par la partie ivoirienne.

Structure de l'économie du pays hôte

	2016	2021	2022
Répartition du PIB*			
Secteur primaire	19.7%	15%	14.3%
Secteur manufacturier	19.1%	22.3%	21.3%
Services	46.8%	44.7%	47.6%
Secteur non marchand, droits et taxes	14.4%	18.2%	16.8%

Répartition de l'emploi**	2015	2020	2021
Secteur primaire	43.5%	40%	45%
Secteur manufacturier	12.1%	13%	11%
Services	44.4%	47%	44%

Source(s) :

* Bloomfield Investment (Institut National de la Statistique)

**Rapport de la Délégation de l'UE en CI / Banque mondiale

Principales données économiques du pays hôte (données du FMI principalement)

	2020	2021	2022	Est. 2023
PIB (USD mia)	61,4	71	68.6	72.7
PIB/habitant (USD)	2278	2567	2420	2500
Taux de croissance (% du PIB)	2	7	5,5	6.5
Taux d'inflation (%)	2,3	5,6	6.4	2.7
Taux de chômage (%)	3,17	3.5	3.6	3.4
Solde budgétaire (% du PIB) DONC MÊME CHOSE QUE DEFICIT FISCAL JE PENSE STATS DU FMI "GENERAL GOVERNMENT NET LENDING/BORROWING"	-5,6	-5	-5.3	-4
Solde des transactions courantes (% du PIB)	-3,2	-3.8	-5.2	-5
Dettes publiques (% du PIB)	47,6	52.1	56	55.1
Dettes extérieures, dette officielle, par débiteur (% du PIB)	34.4	31.5	34.5	34.5
Service de la dette (% des exportations)	8,5	8,3	-	-
Prix à la consommation Consumer prices	2.4	4.2	5.5	4.0
Masse monétaire au sens large (% du PIB)	13.8	15.4	13.6	13.0
Solde extérieur courant, dons compris (current account balance)	-3.2	-3.8	-5.2	-5.0

Sources : FMI, Country data

<https://www.imf.org/en/Countries/CIV>

FMI, World Economic Outlook (October 2022)

https://www.imf.org/external/datamapper/NGDP_RPCH@WEO/CIV

Partenaires commerciaux du pays hôte

année: 2022

Perspective selon le pays hôte

Rang	Pays	Exportations par le pays de résidence (USD millions)	Part	Var. ¹	Rang	Pays	Importations par le pays de résidence (USD millions)	Part	Var. ¹
1	Mali	1 460	8.9 %		1	Chine	2 586	14.4 %	
2	Pays-Bas	1 423	8.7 %		2	Nigéria	2 176	12.1 %	
3	Suisse	1 322	8.1 %		3	France	1 205	6.7 %	
4	Etats-Unis	876	5.3 %		4	Inde	935	5.2 %	
5	Burkina- Faso	851	5.2 %		5	Etats-Unis	835	4.7 %	
6	France	741	4.5 %		6	Belgique	819	4.6 %	
7	Malaisie	725	4.4 %		7	Bahamas	590	3.3 %	
8	Chine	689	4.2 %		8	Togo	466	2.6 %	
9	Ghana	684	4.2 %		47	Suisse	38	0.2 %	
	Total	12,658	100 %			Total	13,311	100 %	

Source : <https://www.trademap.org>¹ Variation par rapport à l'année précédente en %

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

	Export (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i> *	Import (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i> *	Solde (en Mio.)
2018	75	11.9	26	34.3	49
2019	49	-34.8	37	43.3	12
2020	50	2.7	24	-35.4	26
2021	47	-7.0	38	57.2	9
2022	36	-23.9	103	271	67

Total « conjoncture » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

* Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

	Export (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i> *	Import (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i> *	Solde (en Mio.)
2018	75	11.9	470	-0.4	-395
2019	49	-34.8	639	36	-590
2020	50	2.7	826	29.2	-776
2021	47	-7.0	822	-0.5	-775
2022	36	-23.9	1375	67.3	-1339

Total général (total 2) : avec l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes ainsi que les objets d'art et les antiquités

* Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

Exportations	2019 (% du total)	2020 (% du total)	2021 (% du total)	2022
1. Machines, appareils, électronique	25 / 51%	28 / 56%	22 / 47%	11 / 32%
2. Produits industries chimie et pharmaceutique	12 / 25%	10 / 20%	13 / 28%	11 / 32%
3. Bijouterie, horlogerie, instruments de précision	5 / 10%	3 / 6%	6 / 13%	7 / 20%

Importations	2019 (% du total)	2020 (% du total)	2021 (% du total)	2022
1. Or, y c. l'or platiné, sous formes brutes, à usages non monétaires	601 / 94.0%	800 / 97%	778 / 95%	1272 / 93%
2. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	24 / 4%	24 / 3%	30 / 4%	33 / 2%
3. Sources d'énergie				68 / 5%

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2021

Rang	Pays	IDE (USD, stock)	Part	Variation (stock)	Rang 2020
1	France	2 531	19 %	0.0%	1
2	Canada	1 461	11 %	20%	2
3	Îles Caïmans	820	6 %	70%	9
4	Mauritius	714	5.5 %	7.5 %	5
5	Pays-Bas	689	5.3 %	101.5%	12
6	Maroc	685	5.3 %	-14.5%	4
7	Australie	684	5.3 %	347%	19
8	Royaume-Uni	647	5 %	-34.5%	3
9	Luxembourg	546	4 %	-10%	6
10	Singapour	545	4 %	13.7 %	8
11	Belgique	509	3.9 %	-13%	7
12	Togo	452	3.4 %	57.5%	14
14	Suisse	299	2%	-18.5%	10
	Total	12 924	100 %	7.7%	

Source : <https://www.investmentmap.org/>

<https://data.imf.org/regular.aspx?key=61227424>

Liste des entreprises suisses présentes dans le pays hôte

Sociétés	Lieu (adresse facultative)	Eurocham	Swisscham
Assurances			x
1. Saham rep. Zurich Assurances	Abidjan		x
2. SwissRe	Abidjan		
Prestataires de services:			x
3. SGS	Abidjan	x	x
4. Cotecna Inspection SA	Abidjan		x
5. MSC (Medlog / TSP transports)	Abidjan / San Pedro		x
6. Dufry	Abidjan		x
7. Cabinet A.C.A.	Abidjan		x
8. Mövenpick Hotel Abidjan	Abidjan		x
9. Bureau Veritas	Abidjan		x
10. Mitrelli	Abidjan		x
11. Crypto AG			x
12. IPS (Industrial Promotion Services) West Africa		x	
Machines et infrastructures:			
13. Bühler SA	Abidjan		x
14. Geberit Gisa Ag	Abidjan		x
15. LafargeHolcim	Abidjan	x	x
16. Sika	Abidjan		x
17. Sisag (Implenia)	Abidjan	x	x
18. Messibat International	Abidjan		x
19. MEDLOG		x	
20. SICTA		x	
21. TLC SA CI		x	
22. Sidaal			x
23. Swiss Construction			x
Chimie et industrie pharmaceutique:			
24. Syngenta	Abidjan		x
25. Roche	Abidjan		x
26. Novartis	Abidjan	x	x
27. Givaudan	Abidjan		x
28. LUZI	Abidjan		x
Alimentation:			
29. Nestlé (Maggi, Nescafé)	Abidjan	x	x
30. Nestlé Centre R&D	Abidjan	x	x
31. Barry Callebaut	Abidjan	x	x
32. Caboz	Abidjan / Soubré		x
33. Pro Fair Trade	Abidjan		x
34. HPW Fresh and Dry	Bonoua	x	x

35.	Lindt	Abidjan		x
36.	Ecom CI	Abidjan		x
37.	SOGB	San Pedro		x
38.	Louis Dreyfus Company		x	
39.	Mondelez	Abidjan		x
40.	Swiss Tropical Fruit			x
Industrie (gén.):				
41.	Oryx Gaz	Abidjan	x	x
42.	ABB Technologies C.I	Abidjan		x
43.	Groupe EU Technology	Abidjan		x
44.	BGN SA	Abidjan		intention d'enregistre ment